

## « Défis présents et futurs des villes et des territoires »

*Discours de Lorenzo Kihlgren Grandi, Directeur du City Diplomacy Lab,  
prononcé lors de la séance solennelle d'ouverture  
de la 42ème Assemblée Générale de l'AIMF*

*Abidjan, le 30 juin 2022*

Je remercie Madame la Maire de Paris et Présidente de l'Association Nationale des Maires Francophones et Maire de Paris Anne Hidalgo et Monsieur Robert Beugré Mambé, Ministre-Gouverneur d'Abidjan pour l'invitation à participer à cette initiative. Je suis honoré de pouvoir ajouter mon point de vue à celui des protagonistes de cet événement, les Maires.

Permettez-moi de commencer par une citation : « Tu ne jouis pas d'une ville à cause de ses sept ou soixante-dix-sept merveilles, mais de la réponse qu'elle apporte à l'une de tes questions ».

Mon compatriote Italo Calvino écrivait dans « Les villes invisibles ». Et vous savez très bien que répondre aux questions plus que légitimes sur le changement climatique, les inégalités croissantes et les fractures territoriales devient chaque jour plus difficile.

Et pourtant, les ateliers qui se sont succédé ces deux derniers jours envoient de nombreux messages d'optimisme.

Il en ressort que les villes ont une responsabilité unique pour le présent et l'avenir de l'humanité, un défi qu'elles relèvent avec plus de courage, de vision et de persévérance que tout autre acteur sur la scène internationale.

Ils illustrent la capacité des villes à construire et à partager des stratégies et des actions participatives pour favoriser le vivre ensemble, devenir le moteur d'une économie circulaire en mesure de réaliser une adaptation nécessaire et urgente aux besoins sociaux et environnementaux.

Les villes affichent la volonté de fournir à leurs citoyens des services marqués par les valeurs d'équité, d'efficacité et de transparence, la détermination à créer une nouvelle relation avec la nature, la volonté de communiquer avec leur population et de concevoir avec elle, et tout particulièrement avec les jeunes, l'avenir qu'ils souhaitent, la volonté de développer un chemin de réformes en constante évolution avec la société, la volonté de renforcer les partenariats nord-sud et sud-sud, avec une mutualisation des ressources, notamment en vue d'une intégration régionale.

Mais ce ne sont pas que des mots. Elles reposent sur d'innombrables actions dont la vision et le caractère concret inspirent l'admiration.

Personnellement, l'aspect qui suscite ma plus grande admiration est la capacité des villes à répondre aux besoins de leurs citoyens de manière innovante, en faisant preuve d'une remarquable capacité de créativité, d'adaptation et d'efficacité.

Car, en somme, on peut voir comment le slogan de l'association, « en changeant la ville on peut changer le monde », a été concrétisé au quotidien par les maires et responsables municipaux présents ici.

Le message de ces deux jours se résume-t-il à de l'optimisme ? A contrecœur, malheureusement non. Des notes de mécontentement, de frustration, voire de pessimisme ont émergé ces jours-ci, bien que de manière très respectueuse et élégante. Comment ces deux réalités peuvent-elles donc coexister ?

J'aime beaucoup le titre de ce congrès, « Renouveler les liens entre la nature, les sociétés humaines et les villes : une voie pour maîtriser les risques et conjurer les peurs » car à mon avis, il touche au cœur du problème : les risques et les craintes doivent être la première préoccupation des élus et des administrations municipales. Les interventions de ces deux journées montrent que les villes en sont pleinement conscientes.

Comment est-il possible qu'il y ait une telle multiplication de défis qui touchent l'ensemble de l'humanité, générant souffrance et chagrin ?

Les citoyens de nos villes sont inquiets, en colère, ils voient leur avenir, et bien souvent le présent lui-même, comme la victime de dynamiques néfastes sur lesquelles ils ne peuvent rien, et qui semblent empirer d'année en année, parfois de mois en mois.

Comment donc maintenir l'optimisme ?

Je veux gérer les attentes : le monde de la recherche et des universités que je représente aujourd'hui n'a pas de baguette magique. Mais elle a une vocation ancestrale à nourrir le débat, et à cet égard, je voudrais partager avec vous trois suggestions, un par niveau d'action publique : local, national et international. Toutes les trois ont toutes les chances de voir un envol choral et enthousiaste des villes du monde entier lors de ce Congrès et de l'AG à venir.

Commençons par le local. Il a été souligné à plusieurs reprises au cours de ces journées que les ambitions de développement durable, équitable et résilient des villes du monde entier sont limitées par leur difficulté à se doter des compétences de gestion, de communication et de collecte de fonds nécessaires à des projets capables de relever les défis des villes.

La bonne nouvelle est que ce défi peut être géré et résolu localement par les villes, avec un peu d'aide extérieure. Une aide qui peut et doit venir de ce que j'appellerais les « experts locaux ». Il s'agit des organisations spécialisées de la société civile et du monde de la recherche et de l'éducation, à commencer par les universités.

Ces deux réalités peuvent et doivent être sollicitées et impliquées dans une optique de partage et d'analyse des informations sur les dynamiques locales, ainsi que de transmission d'expertise et de formation continue.

Une collaboration qui, par ailleurs, compte tenu du caractère non lucratif des associations et de la plupart des universités, est peu coûteuse et permet à ces deux acteurs locaux de réaliser leur objectif statutaire de contribuer au développement de leurs communautés.

Le deuxième appel concerne la dimension nationale. Et plus précisément le principe de subsidiarité, évoquée par le secrétaire permanent Pierre Baillet. En fait, cette dernière reste largement inachevée malgré une prise de conscience générale que c'est au niveau local que les dynamiques individuelles et de groupe se manifestent le plus clairement et qu'il est possible d'impliquer les citoyens et les acteurs dans la solution, dans une optique de participation démocratique, de co-crédation et de co-responsabilité des solutions mises en œuvre.

Les villes sont bien conscientes que la décentralisation des pouvoirs à elle seule ne la garantit pas, lorsqu'elle ne s'accompagne pas d'un transfert conséquent de moyens et de ressources pour y parvenir. C'est une frustration qui a refait surface plusieurs fois au cours des deux derniers jours.

Ainsi, la volonté de l'AIMF d'unir les voix de ses villes dans un plaidoyer convaincu, appelant les États (I) à écouter leurs villes et (II) à adapter le cadre législatif et financier pour leur permettre de réaliser leurs missions, semble appropriée. En sachant que ces réformes auront un effet de levier qui leur permettra d'attirer plus facilement les financements des bailleurs nationaux internationaux.

La troisième et dernière recommandation concerne le niveau international. Grâce au leadership des organisations internationales, dont l'ONU, l'UE et l'OIF, sans surprise présentes au Congrès et à la COP, les villes sont désormais reconnues comme des acteurs essentiels et dans la mise en œuvre des grandes conventions cadres qui orientent la stratégie de l'humanité pour un avenir plus durable, à commencer par les Objectifs de développement durable et l'Accord de Paris.

C'est un grand pas en avant, mais ce n'est pas suffisant : les villes sont l'institution politique la plus proche des citoyens, elles connaissent leurs intérêts, leurs craintes et leurs aspirations, elles savent comment impliquer leur communauté dans des objectifs communs.

En bref, il est clair que la simple exécution des stratégies décidées ailleurs serait un gaspillage. Alors comment déployer ce potentiel des villes ?

En brisant le plus sacré des tabous dans les relations internationales, à savoir celui de l'interprétation actuelle de la souveraineté nationale qui empêche aujourd'hui les villes d'être intégrées dans les négociations internationales appelées à définir la réponse concrète de l'humanité à ces défis et à construire son avenir.

En un mot, les villes doivent entrer dans le jeu des relations internationales.

Il appartient aux États, et à eux seuls, de lever les obstacles juridiques et financiers qui limitent encore la capacité des villes à apporter du concret et de la vision aux stratégies futures de l'humanité.

Les villes, mais aussi les organisations internationales, attendent un premier champion national capable de faire converger le consensus sur cette nécessité d'une véritable décentralisation juridique et financière des relations internationales elles-mêmes, en mettant en jeu leur prestige et leur poids diplomatique à cette fin.

Nous en avons eu la confirmation ces derniers jours à Abidjan : le regard et la contribution des villes sont nécessaires et urgents face aux défis de l'humanité.

Je souhaite donc joindre avec conviction ma voix à ceux qui appellent à une reconfiguration courageuse de l'ordre international.

Travaillons ensemble, les évidences et la raison sont de notre côté, nous réussirons.  
Merci beaucoup.